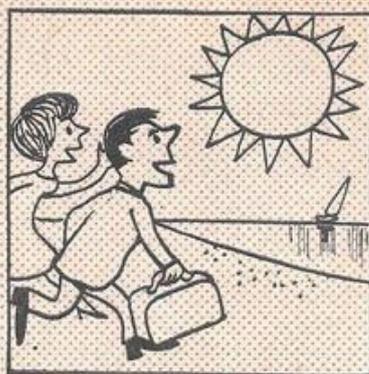
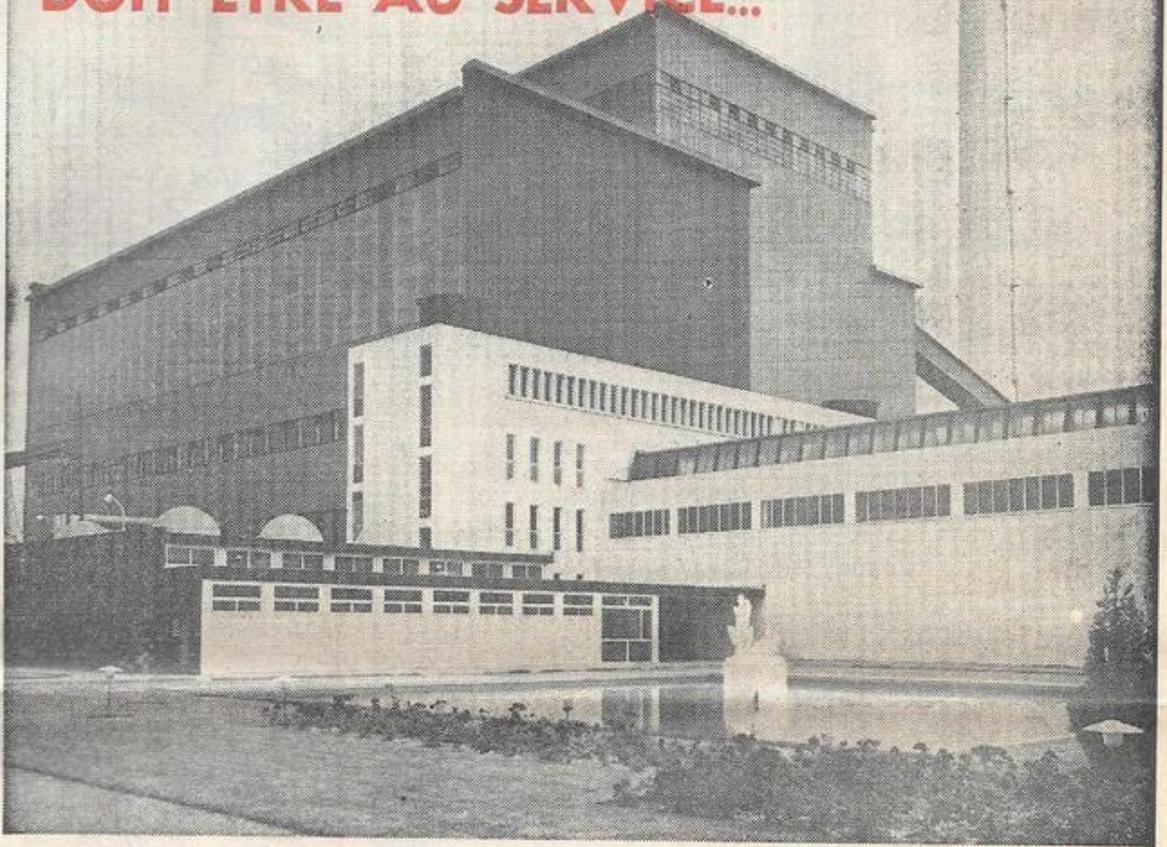


**LE PROGRÈS TECHNIQUE
DOIT ÊTRE AU SERVICE...**



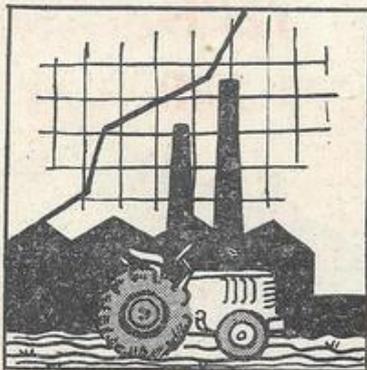
DU PROGRÈS SOCIAL

Des richesses immenses produites par le travail



L'époque actuelle est marquée par des progrès formidables de la science et de la technique.

Sans même parler des « géants » que sont l'Union Soviétique et les États-Unis, la France dispose d'importants moyens pour produire toujours davantage de biens de consommation.



— La production industrielle de la France a triplé depuis 1938.
— La production agricole s'est accrue de 50 % depuis 1949.

ON POURRAIT PRODUIRE PLUS ENCORE

Le gouvernement réduit la production charbonnière alors que les besoins du pays augmentent.



Le nombre des mineurs de charbon a encore diminué de 40.000 depuis 1958.

— La sidérurgie ne travaille qu'à 84 % de sa capacité.

— Des usines aéronautiques sont fermées.

— Des entreprises de constructions navales liquidées ou en voie de l'être, comme à Saint-Nazaire.

Le prix inhumain du progrès sous le régime des grands monopoles capitalistes



Le progrès technique se traduit par une aggravation de la peine des travailleurs.

— L'élévation de la productivité est obtenue par un accroissement inouï des cadences de travail.

De sorte qu'au lieu d'être le bénéficiaire du progrès technique, le travailleur est asservi à la machine.

— La durée hebdomadaire du travail en France est la plus longue de toute l'Europe.



Les conséquences de ce régime sont lourdes :

— Plus de dix accidents de travail mortels chaque jour ouvrable en moyenne.

— Aggravation tragique des maladies professionnelles dont certaines ne sont pas reconnues.

— Les rapports officiels avouent que la mortalité infantile est de cinq à sept fois (selon les professions), plus élevée dans les foyers de tra-



vailleurs que dans ceux de la bourgeoisie.

— Tandis que la durée moyenne de la vie est de 61 ans pour les ouvriers, contre 73 ans pour les classes aisées.

— Le pouvoir d'achat des salariés demeure inférieur à ce qu'il était en 1957.

Voilà ce que De Gaulle et les robots de l'U.N.R. entendent par « l'élévation régulière du niveau de vie ».

Mais ceci n'est pas un engrenage fatal.

Les travailleurs peuvent desserrer l'étreinte et conquérir des conditions de vie plus humaines.

Les luttes des travailleurs ont fait reculer les exploitateurs



● Les grandes luttes revendicatives menées en 1963, ont contraint le pouvoir gaulliste et le grand patronat à des reculs.

● Après 35 jours d'une grève courageuse, unis et soutenus par toute la population, les mineurs de charbon ont arraché, au printemps dernier, des augmentations de salaires et les quatre semaines de congé payé.

● Cheminots, électriciens et gaziers, travailleurs des pétroles de Lacq et de la Régie des Transports Parisiens ont obtenu également, par leur union dans l'action, des augmentations de salaires.



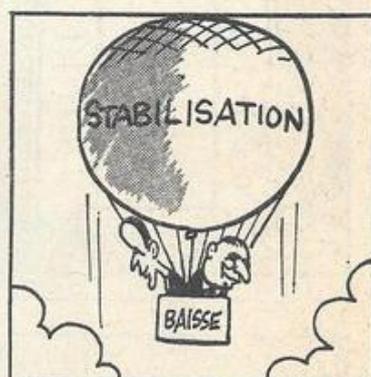
● Les mineurs de fer ont lutté à la fois pour leurs revendications et contre les fermetures de puits.

● Plusieurs millions de travailleurs ont conquis la quatrième semaine de congé payé.

GOUVERNEMENT ET PATRONAT TENTENT DE REPRENDRE D'UNE MAIN CE QUE L'AUTRE A LACHE.

Tel est le but du « plan de stabilisation ».

● En faisant miroiter une prétendue « stabilisation des prix », ou une baisse plus illusoire encore, le pouvoir veut faire admettre le blo-



cage des salaires, traitements et allocations.

● Il vise d'autre part à développer le chômage comme moyen de faire pression sur les salaires.

Le gouvernement a organisé une « conférence des revenus », dont il espère utiliser les conclusions dans le même but, faire croire que les salariés ont des exigences excessives dépassant les possibilités des ressources nationales.

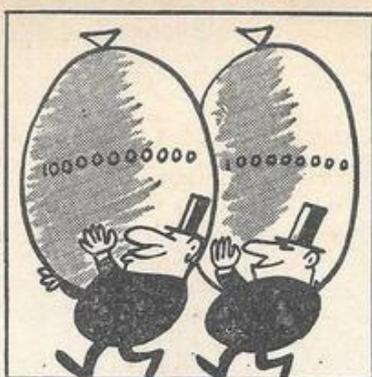
● C'est encore pour faire échec aux revendications que patrons et gouvernement s'attaquent aux libertés syndicales, pratiquent la chasse aux délégués et licencient des militants syndicaux.

Gouvernement et patrons peuvent et doivent payer



● 30 % du budget de l'Etat sont consacrés aux dépenses de guerre.

● 5.000 milliards d'anciens francs seront engloutis d'ici 1970, dans la force de frappe atomique inutile, mais dangereuse par les terribles représailles que son emploi attirerait sur la France.



En cinq ans de système gaulliste, les profits des plus grosses sociétés capitalistes ont doublé.

Les capitaux des dix premières firmes privées sont passés de 503 milliards d'anciens francs au 31 décembre 1957 à 1.302 milliards d'anciens francs au 31 décembre 1962.

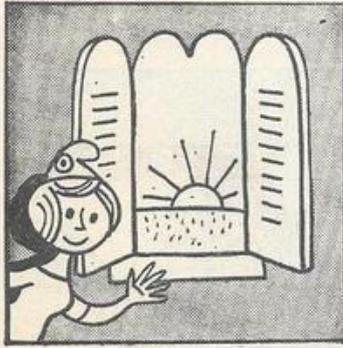


● Diminuer massivement les crédits militaires.

● Imposer les profits capitalistes. Tels sont les moyens essentiels pour satisfaire les revendications légitimes et urgentes des travailleurs.

Les travailleurs savent qu'ils ne peuvent compter que sur leur action unie pour les faire aboutir.

Le Parti Communiste, dont les élus au Parlement ont déposé de nombreuses propositions de lois en faveur des travailleurs et des travailleuses, soutient leur combat.



Une fenêtre ouverte sur l'avenir

Au-delà des avantages immédiats arrachés de haute lutte, mais constamment remis en cause, il faut en finir avec le pouvoir des grands monopoles capitalistes.

Pour cela, il ne suffit pas de substituer un homme à un autre homme en apportant seulement quelques retouches de détail à la Constitution comme le proclame Gaston Defferre.

Pour substituer une politique de **démocratie**, de **progrès**, de **paix** et de **désarmement** à la politique d'autoritarisme, de régression sociale, de tension internationale et de course aux armements que poursuit le pouvoir personnel.

Il faut **changer les institutions** et instaurer une **VERITABLE DEMOCRATIE**, fondée sur la souveraineté du peuple.



Un régime démocratique pratiquera une politique sociale véritable

- Augmentation générale des **salaires**, traitements, pensions, retraites et prestations familiales. Suppression des abattements de zone.
- Retour aux **40 heures** sans diminution de salaire.
- Généralisation des quatre semaines de congés payés, cinq semaines pour les moins de 21 ans.
- **Salaires égaux** à travail égal pour les femmes et les jeunes.
- **Retraite** à 60 ans, à 55 ans pour les femmes, sur la base de 60 % du salaire moyen des dix meilleures années.
- **Allocation vieillesse** minimum portée à 20.000 anciens francs par personne et par mois.
- Extension et amélioration de la **Sécurité sociale**.
- Les crédits dégagés par la réduction des dépenses militaires permettraient en outre la réalisation d'une politique conforme aux besoins du pays en matière de **logement**, **santé**, **enseignement**, **sport** et **culture populaire**.

Telle est la politique sociale que les communistes proposent pour l'établissement du programme commun à toutes les forces démocratiques.

Telle est la politique pour laquelle les communistes appellent le peuple à se prononcer.



Soutenez l'action du Parti Communiste Français

- EN VOTANT POUR SES CANDIDATS AUX ELECTIONS
- EN LISANT SA PRESSE ET EN POPULARISANT SES ARGUMENTS
- EN VERSANT A SA SOUSCRIPTION
- EN REPOUNDANT A SES MOTS D'ORDRE
- EN REJOIGNANT SES RANGS

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nom Prénom Age

Adresse Localité et Dépt

Le Signature :

Remettez ce bulletin au militant connu de vous ou adressez-le au Parti Communiste Français, 44, rue Le Peletier, Paris (9^e).

SOUSCRIVEZ ! Ce tract est payé par les souscripteurs qui versent à notre souscription nationale. **IMITEZ-LES.** Versez aux collectes. Adressez votre participation à **G. GOSNAT. C.C.P. Paris 6365-71**